

Tendances actuelles de l'agriculture soviétique

Claude Bonnard

Volume 31, numéro 3, octobre–décembre 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002689ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002689ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bonnard, C. (1955). Tendances actuelles de l'agriculture soviétique. *L'Actualité économique*, 31(3), 363–387. <https://doi.org/10.7202/1002689ar>

Tendances actuelles de l'agriculture soviétique

Sommaire:

I

- 1 — Les besoins alimentaires et la crise agricole.
- 2 — Les investissements agricoles et le revenu des Kolkhoziens.
- 3 — La modification des normes de livraison.
- 4 — L'attitude adoptée envers l'exploitation privée du Kolkhozien.

II

- 5 — Le mouvement de décentralisation.
- 6 — La mécanisation de l'agriculture.
- 7 — L'accroissement des emblavures.
- 8 — Conclusions.

I

1. Les besoins alimentaires et la crise agricole

L'unanimité est réalisée en Occident autour de l'idée d'une crise agricole soviétique et les critiques des dirigeants soviétiques indiquent qu'en U.R.S.S. même l'état de cette branche de l'économie est loin d'être considéré comme satisfaisant. Pourtant il semble bien que les uns et les autres ne se réfèrent pas aux mêmes phénomènes.

En effet en Occident, le terme de crise agricole est généralement employé quand la production est en régression ou lorsque le niveau de vie des agriculteurs se détériore à cause de la surproduction. Or, rien de tel ne s'est produit en Union Soviétique.

Ces dernières années la production est peu ou prou en progrès et les revenus des agriculteurs ont sensiblement augmenté. D'après les critères occidentaux, l'agriculture soviétique sans être jugée prospère, devrait néanmoins être considérée comme en progrès.

Toutefois les critères occidentaux ne sauraient être valables pour l'U.R.S.S., car le changement de système économique et social entraîne une modification des formes des problèmes qui se posent à la société. C'est à la lumière des nécessités propres au système planifié soviétique que nous allons examiner ses difficultés agricoles. De ce point de vue, trois phénomènes méritent d'être notés :

- L'inégal développement de la production industrielle et de la production agricole.
- La non-réalisation des plans de production.
- L'apparition de pénuries pour certains produits alimentaires.

1 — L'inégalité de développement entre la production industrielle — augmentation de 2.8 fois de 1940 à 1954 — et la production agricole — augmentation de 10 à 15 p.c. pendant la même période — a été invoquée pour souligner le retard de l'agriculture¹. En fait, la juxtaposition de ces pourcentages ne prouve pas grand chose en soi, car toute politique d'industrialisation postule une avance toujours croissante de l'industrie par rapport au restant de l'économie. Le phénomène est particulièrement net en U.R.S.S., car l'industrie y progresse très rapidement, mais un écart se manifeste dans le cas de la plupart des pays dont l'industrie progresse².

Notons que même si les projets ambitieux du plan avaient été réalisés dans le domaine agricole, les progrès de ce secteur seraient en 1955 de 30 à 35 p.c. par rapport à l'avant-guerre contre une augmentation de 200 p.c. dans l'industrie. Et l'écart resterait suffisamment important pour donner l'impression d'un dangereux déséquilibre de l'économie.

Pour juger des progrès de l'agriculture, la comparaison avec l'industrie est donc peu significative et il faut se référer à d'autres repères : les objectifs de production et les besoins de la population.

1. Khrouchtchev, *Pravda* 15-9-1953. De 1940 à 1952, la production industrielle a augmenté de 2.3 fois, la production agricole globale (en prix comparables) de 10 p.c.

2. Par rapport à l'avant-guerre, les productions agricoles et industrielles ont augmenté respectivement de 38 et 100 p.c. pour les États-Unis; de 12 et 55/60 p.c. pour l'Allemagne occidentale; de 10 et 30 p.c. pour la France; de 70 et 144 p.c. pour le Canada. La Grande-Bretagne fait exception, l'accroissement étant d'environ 30 p.c. pour les deux branches. Sources: Indice FAO pour la production agricole 52/53; indice des Nations-Unies pour la production industrielle, 1938 à 1953.

2 — L'échec des plans de production implique, lorsqu'il se produit dans certaines limites, une mauvaise connaissance des conditions de production et une préparation incomplète du plan. L'incapacité des exécutants ne peut pas être incriminée à l'échelle d'une branche de l'économie, car c'est une donnée comme une autre dont le planificateur doit tenir compte.

Par contre, lorsque le pourcentage de réalisation du plan descend au-dessous d'un minimum de 85/90 p.c., cet échec implique un divorce complet entre les planificateurs et les cellules économiques de base qui doivent exécuter leurs directives. C'est ce deuxième type de discordance que l'on peut constater dans le cas de l'agriculture. En 1954, une année avant le terme de la période quinquennale actuelle, la récolte globale de céréales a augmenté de 5 à 6 p.c., alors que le plan prévoyait une augmentation de 40 à 50 p.c., la récolte de blé de 30 à 35 p.c. contre des prévisions de 55 à 65 p.c., la récolte de betterave à sucre de 40 p.c. contre des prévisions de 65 à 70 p.c., etc.¹ L'intervention des facteurs atmosphériques ne saurait, à elle seule, expliquer ces écarts; ils révèlent une véritable crise de structure dont nous examinerons ultérieurement la nature.

3 — L'existence de pénuries pour la viande et pour le sucre, signalée à maintes reprises par la presse, est pour le citoyen soviétique la conséquence la plus palpable des difficultés agricoles et pour le lecteur elle doit paraître incompatible avec l'assurance que nous lui avons donnée des légers progrès de ces dernières années.

En effet, il semble que l'apparition soudaine de pénuries ne saurait s'expliquer autrement que par une détérioration de la production semblable à celle qui s'est produite en Europe pendant la guerre. Ce phénomène a été constaté par nous et l'on a pu vérifier que lorsque la production agricole a augmenté, le ravitaillement s'est amélioré et les problèmes des débouchés ont alors

1. Il s'agit là d'ordre de grandeur:

- Pour les céréales, la récolte globale de 1952 marque un record qui a été à peine atteint en 1954. (1950: 125.3 millions de tonnes, 1952-54: 131 millions de tonnes).
- Pour le blé, les chiffres de 1952 ont été quelque peu dépassés. (1950: 46.8 millions de tonnes, 1952: 60.1 millions de tonnes).
- Pour la betterave à sucre, l'année 1954 a été mauvaise à cause de la sécheresse qui a sévi en Ukraine; l'augmentation de 407 est valable de 1950 à 1953: 23.5 millions de quarts de tonnes contre 32.6.

remplacé ceux de la pénurie. De là à lier toute difficulté de ravitaillement avec une aggravation de la situation dans l'agriculture, il n'y a qu'un pas, mais il faut bien se garder de le franchir dans le cas de l'U.R.S.S.

Dans ce pays, la pénurie ne cesse d'accompagner les progrès et cela se produit très fréquemment et dans tous les domaines: la production de charbon passe de 162 millions de tonnes en 1946 à 346 millions de tonnes en 1954, mais il y a pénurie de charbon; la production de viande passe de 1,150 millions de tonnes en 1940 à 2,170 millions de tonnes en 1954, mais il y a pénurie de viande; la production de sucre passe de 2,150 millions de tonnes en 1940 à plus de 3,778 millions de tonnes en 1953, mais il y a pénurie de sucre, etc.

Nous ne saurions, dans le cadre de cette étude, donner une explication de ce phénomène valable pour l'ensemble de l'économie soviétique. Mais dans le domaine de l'agriculture et des objets de consommation en général, la régularité du phénomène tient à ce que la solution des problèmes de l'abondance a pour conséquence de mettre en évidence ceux de la pénurie.

L'explication qui va suivre n'est valable qu'à l'échelle de toute l'U.R.S.S. et dans l'état actuel du développement du pays.

Dans l'économie planifiée soviétique, les disponibilités monétaires de la population sont réglées de manière à correspondre à la masse des biens produits. Lorsque celle-ci s'accroît, le pouvoir d'achat de l'unité monétaire est augmenté au moyen des baisses de prix de manière à porter la consommation au niveau de la production. Depuis 1947, ce réglage s'est effectué assez efficacement, sur le plan national, pour que l'attention soit détournée du problème des débouchés, mais en revanche les lacunes de la production apparaissent avec beaucoup de force.

En effet, la production ne sera jamais considérée comme suffisante pour la totalité des objets de consommation. Car à partir du moment où les besoins sont satisfaits pour une catégorie de produits, les désirs et la demande se portent sur d'autres articles de qualité supérieure. Et pour peu que la production ne suive pas immédiatement l'évolution des désirs, on aura une demande supérieure à l'offre. En économie libérale ou semi-libérale, ce déséquilibre est résolu par une augmentation du prix qui réduit

la demande solvable. Mais, en U.R.S.S., comme les autorités se sont jusqu'à présent interdites d'augmenter les prix — du moins en période normale et depuis la fin de 1947 — le déséquilibre persiste et se traduit par des pénuries¹.

Ce type de phénomène est difficile à imaginer pour des personnes vivant dans un système social où les problèmes de pénurie et de débouchés se relaient, avec une particulière netteté dans le domaine agricole. Mais les conditions sont autres en U.R.S.S. et la comparaison suivante illustre la différence d'optique. Si les dirigeants occidentaux doivent éviter la Charybde de la pénurie sans tomber dans la Scylla de la surproduction, la tâche des dirigeants soviétiques s'apparente à celle de Sisyphe qui doit renouveler sans fin ses efforts pour satisfaire la demande. Non parce que leurs efforts restent vains, mais parce que, du fait même de la satisfaction des besoins antérieurs, la demande se déplace vers de nouveaux produits.

C'est pourquoi nous pouvons affirmer sans faire preuve de paradoxe que les difficultés actuelles trouvent leur origine dans l'amélioration de la situation alimentaire de ces dernières années.

Actuellement, en Union Soviétique, la consommation de produits agricoles évolue d'une manière classique. L'accroissement régulier du niveau de vie de ces dernières années s'est traduit par un déplacement de la demande de la population qui se porte sur le pain blanc plutôt que sur le pain noir, sur la viande plutôt que sur le pain, sur les légumes verts plutôt que sur les légumes secs, etc. Au total, tous les ans, la population réclame plus de produits de qualité et principalement des produits d'élevage: viande, beurre, lait. Ce mouvement échappe dans une certaine mesure au contrôle du planificateur, car la demande ne se porte pas automatiquement sur les produits dont les prix baissent le plus. Ainsi l'économie résultant de la diminution du coût du pain noir ne servira à augmenter la consommation de celui-ci que jusqu'à une certaine limite au delà de laquelle le surplus monétaire disponible se portera sur le pain blanc ou quelque autre produit plus apprécié.

1. Plus précisément, le mécanisme d'adaptation par augmentation des prix joue en période normale d'une manière limitée: pour les primeurs vendues dans les magasins d'État et pour tous les produits du marché kolkhozien qui représentent environ 10 p.c. de l'ensemble des ventes du commerce de détail.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

L'évolution des goûts est donc un phénomène sur lequel le planificateur a relativement peu de prise. Sans doute peut-il diriger les acheteurs vers tel produit plutôt que tel autre, si les deux denrées sont à l'origine également demandées. Par exemple, en réduisant le prix du sucre et des pâtisseries plus que celui de la viande, la consommation des premiers produits s'accroîtra éventuellement plus. De même, il peut essayer de détourner vers les objets manufacturés l'excédent du pouvoir d'achat qui se porterait spontanément vers l'alimentation, et il semble bien, soit dit en passant, que ceci soit la raison d'être de la politique de développement de l'industrie légère annoncée par Malenkov. Mais ces interventions, en admettant qu'elles réussissent, auraient au mieux une influence retardatrice. En dernière analyse, le planificateur doit suivre l'évolution de la demande et modifier la structure de l'offre pour la mettre en accord avec celle-ci. Dans le cas où il ne se conformerait pas à ces nécessités, des pénuries se produiraient pour les produits les plus demandés, en vertu du mécanisme décrit plus haut. C'est effectivement ce qui est arrivé.

Les accroissements importants de pouvoir d'achat de la période dite de Malenkov n'ont très probablement pas été effectués sans que des biens de consommation supplémentaires n'aient été offerts sur le marché. Il est aussi probable que la contrepartie offerte devait être égale à l'accroissement global des disponibilités de la population, mettons 50 milliards de roubles. Mais des conditions extra-économiques ont dû faire passer au second rang la *structure* de l'offre supplémentaire, soit:

	Demande supplémentaire (en milliards de roubles)	Offre supplémentaire
Produits manufacturés	20	20
Produits alimentaires végétaux	10	20
Produits alimentaires animaux	20	10

L'écart entre l'offre et la demande de produits animaux a pu être comblé pendant un ou deux ans aux dépens des stocks et en recourant aux importations. Mais en fin de compte, un point de rupture a été atteint et les premières pénuries sont apparues

qui ont immédiatement été aggravées par les phénomènes de spéculation et d'accaparement qui les suivent toujours en pareil cas¹. Le mouvement s'est même communiqué à d'autres produits et en fin de compte la situation est devenue assez sérieuse pour contraindre les autorités à mettre en veilleuse leur politique de baisse de prix.

Les pénuries signalées, loin d'être donc des signes irréfutables de « crise agricole », indiquent plus modestement que les progrès effectués retardent sur l'accroissement de la demande solvable. Et c'est, en dernière instance, l'augmentation hâtive de pouvoir d'achat pour des raisons de politique intérieure qui a provoqué les troubles actuels. Ces précisions dépouillent les difficultés agricoles soviétiques de tout caractère dramatique, mais non de gravité.

* * *

Nous avons vu que les deux traits fondamentaux par lesquels l'agriculture soviétique est en défaut sont : l'échec de la planification et le développement insuffisant de certains produits pour lesquels la demande augmente. Mais cette définition en quelque sorte négative du problème agricole n'exclut pas une approche plus positive, par les tâches que celle-ci doit réaliser. Un bref historique permettra de situer celles-ci.

Pendant la période quinquennale d'avant-guerre, les tâches de l'agriculture ont découlé de l'industrialisation accélérée : la population croissante de villes devait être ravitaillée et certaines matières premières agricoles d'importation devaient être produites sur place, car les devises étaient réservées au paiement de biens d'équipement.

Pour réaliser le premier objectif, il a fallu transformer la structure de la propriété agricole. En rassemblant les exploitations privées en vastes collectivités agricoles, l'État a pu obtenir un surplus marchand de denrées alimentaires de base qui a suivi la montée des effectifs urbains². Sans doute, la tension alimentaire a été considérable pendant cette période et la ration s'est ressentie

1. Ceux-ci sont particulièrement facilités par le fait que l'épargne s'est rapidement développée ces dernières années, principalement sous la forme des dépôts à vue dans les caisses d'épargne.

2. Le problème était de taille, car la population urbaine est passée, en 13 ans, de 26 millions à 56 millions. En France, un accroissement égal (115 p.c.) s'est étendu sur 75 ans.

des difficultés éprouvées. Mais, celles-ci n'ont pas constitué de goulot d'étranglement pour l'accroissement des effectifs de l'industrie. Du point de vue des autorités, c'était l'essentiel. Ajoutons que la situation s'était franchement améliorée vers 1937.

Quant aux cultures industrielles, leurs progrès ont été suffisants pour permettre à l'industrie, notamment à l'industrie cotonnière, d'utiliser presque exclusivement la matière première du pays.

Le conflit occasionna des destructions considérables qui furent réparées assez rapidement. Mais, après la reconstitution du potentiel de production de l'avant-guerre, les progrès se ralentirent et la lente expansion de ces dernières années fut, nous l'avons vu, insuffisante.

Actuellement, l'agriculture soviétique doit faire face aux exigences provenant de l'évolution de la consommation en U.R.S.S. et des problèmes agricoles des démocraties populaires.

Pour l'U.R.S.S., il s'agissait essentiellement d'accroître la quantité de produits d'élevage disponibles pour la population¹. Nous allons maintenant préciser l'ampleur du mouvement et les tâches qu'il impose.

L'ampleur des mouvements de consommation est très probablement indiquée par le tableau suivant des rations alimentaires paru dans la revue soviétique, *Questions d'Économie*, no 2, 1955.

La consommation évolue du 1^{er} type au 3^e et les «normes scientifiques» élaborées par l'Institut de l'alimentation de l'Acad-

Types de rations: consommation annuelle par personne

	Grain-farine-gruau pommes de terre (en équiv. de Kg. de grains)	Viande et lard toutes qualités (poids vif) Kg.	Beurre fromage lait (équiv. Kg. de lait entier)	dont lait entier (Kg.)	Œufs (pièces)
Normes scientifiques de consommation	160—190	160	540	275	290
Types de consommation:					
1 ^{er} type	220	70	160	100	50
2 ^{ème} type	165	150	300	275	150
3 ^{ème} type	100	180	550	250	330

1. La pénurie de sucre a pour origine la sécheresse de 1954 qui a frappé l'Ukraine, principale région productrice de betterave à sucre.

démie de médecine de l'U.R.S.S. se situent approximativement entre le 2^e et le 3^e type. Ces «normes scientifiques» ont servi de base pour les objectifs du développement agricole. En effet, d'après les discours de Khrouchtchev, les progrès que l'agriculture doit effectuer dans les 5 à 6 années à venir doivent permettre de fournir une ration alimentaire calquée sur les normes élaborées par les diététiciens soviétiques.

Comme la consommation de la grande majorité des citoyens soviétiques doit se situer environ entre le 1^{er} et le 2^e type, il faudrait envisager à peu près le doublement de la ration de toutes espèces de viandes et plus du doublement pour les produits laitiers et les œufs. C'est approximativement ce qu'indiquent les objectifs du plan agricole: de 1954 à 1960, la production de viande et de produits laitiers devra doubler et la production d'œufs devra être multipliée par 2.2.

Dans 5 ans, le citoyen soviétique devra donc consommer de 10 à 20 p.c. de pain et de pommes de terre en moins et deux fois plus de produits d'élevage. Or le remplacement de calories végétales par des calories animales demande à l'agriculture un important effort supplémentaire. L'exemple suivant va donner une idée de l'importance de ce surplus.

Admettons qu'une personne consomme plus de viande de porc et moins de pommes de terre. Si l'échange s'effectue suivant la valeur nutritive des produits, il lui faudra 560 gr. de viande pour remplacer 1 kg. de pommes de terre. Comme 10 kg. de pommes de terre sont nécessaires pour produire 1 kg. de porc¹, l'agriculture devra livrer 5.6 kg. de pommes de terre au lieu d'1 kg.

Mais en fait l'amélioration qualitative de la ration est généralement accompagnée d'une augmentation quantitative de son contenu en calorie, car la consommation d'aliments plus riches n'entraîne pas une diminution proportionnelle des quantités ingurgitées. Ce sera donc plutôt 6 ou 7 kg. de pommes de terre au lieu de 1 kg. que l'agriculture devra fournir pour permettre le changement de consommation envisagé.

Mais de plus, il ne suffit pas de produire ces pommes de terre, il faut encore les transformer en porc: organiser l'élevage, l'abattage, le stockage des viandes, etc.

1. Proportion donnée dans le rapport Khrouchtchev du 3 septembre 1953. Il est vraisemblable, bien que cela ne soit pas précisé dans le rapport, qu'il s'agit d'1 kg. de viande de porc.

Sans doute, et cela n'est pas indiqué dans notre exemple, on peut en général obtenir plus de produits fourragers à l'hectare que de produits directement consommables par l'homme, car les tiges, feuilles et racines entrent dans la nourriture du bétail. Mais, malgré cela, l'augmentation du produit agricole nécessaire reste considérable.

Au total, cet exemple indique à quel point l'évolution envisagée de la consommation impose de lourdes charges à toutes les branches de l'agriculture, à la culture comme à l'élevage.

Mais l'agriculture soviétique doit faire face à d'autres exigences qu'à celles de la demande intérieure, car l'U.R.S.S. en tant que chef de file reconnu d'un groupe d'États socialistes, a certaines obligations à leur égard. Or, dans l'état présent de l'évolution des démocraties populaires, rien ne saurait leur être plus utile qu'un appoint extérieur en produits agricoles.

Ces pays se débattent dans des difficultés considérables. La collectivisation effectuée très prudemment n'est pas assez avancée pour que son appoint soit décisif, mais sa mise en route implique une certaine lutte contre l'exploitation privée dont la production se ressent. La prudence a donc ses inconvénients, mais les gouvernements hésitent à employer la manière forte qui pourrait provoquer un effondrement de la production agricole.

Dans ces conditions, l'utilité d'une aide alimentaire de l'extérieur se conçoit sans peine. Les dirigeants pourraient alors s'en servir comme d'une masse de manœuvres pour combattre les hausses spéculatives ou pallier les effets d'une mauvaise récolte. Et la collectivisation progresserait plus rapidement si l'on avait les moyens d'en amortir les contrecoups.

Une telle contribution, cela va de soi, renforcerait singulièrement les liens entre l'Union Soviétique et les démocraties populaires.

Sur le plan national comme sur le plan international, on attend beaucoup de l'agriculture soviétique. Sans doute, ces deux formes d'obligations n'ont-elles pas la même importance aux yeux des dirigeants, mais leur conjonction les amène à envisager un fort relèvement du produit agricole.

La suite de cet article sera consacrée à l'analyse des mesures appliquées à l'ensemble de l'économie agricole.

2. Les investissements agricoles et le revenu des Kolkhoziens

Pour donner une idée de l'ampleur des programmes, nous allons indiquer l'évolution des investissements et des crédits budgétaires dévolus à l'agriculture. Ces données d'ordre financier constituent un bon indice de l'ensemble de l'effort et de son importance relative.

De 1925 à 1952, les investissements dans l'agriculture n'ont représenté que 15 p.c. des affectations à l'industrie lourde, l'accapareur traditionnel de l'accumulation soviétique. En 1953, la proportion est restée sensiblement la même mais, en 1954, la part de l'agriculture s'est accrue, passant à 23 p.c. Cette modeste modification de répartition traduit en raison de l'augmentation des sommes engagées dans l'ensemble de l'économie nationale, une beaucoup plus forte progression des capitaux engagés dans l'agriculture: 21 milliards en 1954 contre 11.7 milliards en 1953, soit une augmentation de 80 p.c.

Mais les investissements correspondent uniquement à des dépenses en matériel, en constructions et en accroissement des fonds de roulement: à ce titre, divers avantages financiers consentis aux agriculteurs n'y figurent pas. Les dépenses budgétaires fourniront un indice plus complet, comprenant les capitaux investis par l'État et les avantages divers.

Dépenses budgétaires consacrées à l'agriculture

	1951	1952	1953 (denrées provisoires)	1954 (prévision)
en milliards de roubles	37.2	33.5	39.9	62.5
en p.c. des dépenses consacrées à l'Économie nationale	20.7	18.7	22.1	28.9

La plupart des décisions nouvelles étant entrées en vigueur dans le courant de 1953, il convient d'effectuer la comparaison avec 1954, année de leur application complète. On peut remarquer que les sommes dévolues à l'agriculture ont augmenté de 80 à 90 p.c. et que leur part passe d'environ 20 p.c. à moins de 30 p.c.

L'augmentation de l'aide de l'État à l'agriculture s'effectue forcément aux dépens de quelque autre branche de l'économie nationale ou de quelqu'autre groupe de la population.

Les nouveaux investissements réduisent la part de l'industrie lourde et des transports car celle de l'industrie légère est aussi en augmentation. Mais, à tout prendre, cette redistribution des ressources est modeste. Car, malgré la portée nationale et internationale d'un éventuel essor de l'agriculture soviétique, l'industrie lourde utilise 4 ou 5 fois plus de capitaux qu'elle.

Par contre l'amélioration des revenus des kolkhoziens, provenant des avantages accordés par l'État, a eu des conséquences plus sévères sur le pouvoir d'achat des citadins.

En effet, en 1954, les agriculteurs ont bénéficié de l'augmentation des paiements de l'État, de la réduction des impôts agricoles et de la baisse annuelle des prix, tandis que les citadins n'ont bénéficié que de cette dernière. De plus, les baisses de prix ont été très modestes, ne représentant que 20 milliards de roubles «économisés par la population» contre 50 milliards en 1953. Car le supplément de demande provenant de l'accroissement des ressources de la campagne n'a permis aux autorités qu'une amélioration très modérée du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.

Notons qu'il n'est pas contraire à l'équité que les ruraux voient provisoirement leur sort amélioré aux dépens des citadins car depuis la guerre, ce dernier était nettement favorisé par les baisses de prix.

L'ouvrier achète des objets manufacturés et des aliments, la baisse des deux catégories de produits améliore son sort. Le kolkhozien est lésé par la baisse des prix alimentaires au marché officiel, parce qu'elle est suivie de la baisse des prix du marché libre où il vend le surplus de sa production. Sans compter que les prix du marché libre ont baissé plus fortement que ceux du marché contrôlé. D'après les renseignements officiels, ces derniers ont diminué de 2.3 fois de 1947 à 1954, alors que les premiers ont diminué de 4 fois. Sans doute le kolkhozien bénéficie-t-il plus complètement de la baisse des produits manufacturés que le citadin, car il utilise en plus des articles de consommation une gamme étendue de matériaux d'exploitation: outils, ciment, clous, planches, etc.

Mais ces avantages n'empêchent pas qu'au total, les agriculteurs soient moins avantagés que les citadins. La mise en train des programmes agricoles pour le bien de tous peut donc se faire sans injustice aux dépens des plus favorisés.

Ces remarques sur les investissements et sur les revenus montrent l'incidence limitée de la nouvelle politique agricole dans les autres domaines. Elle n'implique aucun changement fondamental de la politique économique du pays.

Les récentes déclarations des dirigeants insistant sur la priorité de l'industrie lourde et les indices financiers du budget 1955 qui les matérialisent, ne changent pas grand-chose à ces remarques. Par rapport à l'année dernière, les crédits budgétaires affectés à l'agriculture sont en baisse: 55.1 milliards de roubles contre 62.5, soit 24.8 p.c. des sommes consacrées à l'économie nationale contre 28.9 p.c. Mais les crédits pour l'agriculture restent supérieurs en milliards de roubles et en pourcentage aux dépenses des années antérieures.

L'ampleur des divers «tournants» est surfaite. Malenkov n'a inauguré une nouvelle ère pour le consommateur soviétique que pour ceux qui ignoraient les progrès réalisés dans ce domaine depuis 1947. Et Khrouchtchev a beau défendre la priorité de l'industrie lourde dans la première partie de son rapport au Soviet suprême, la suite de celui-ci est consacrée au développement des céréales et de l'élevage. En fait, de même que sous Malenkov il ne pouvait s'agir d'une politique économique franchement axée sur le consommateur, de même sous Khrouchtchev le consommateur ne saurait être négligé et à plus forte raison ignoré. L'amélioration du pouvoir d'achat reste à l'ordre du jour ainsi que les progrès de l'agriculture qui les conditionnent, mais l'un et l'autre s'effectueront à un rythme plus modéré.

3. La modification des normes de livraison

Pour comprendre l'importance économique du mode d'établissement des quotas de livraison, il est nécessaire d'avoir quelques notions sur le type d'exploitation prédominant dans la campagne soviétique: le kolkhoze. Le kolkhoze englobe une exploitation collective comprenant la majorité des terres et des exploitations privées appartenant en propre aux kolkhoziens. L'activité com-

mune est l'activité principale des travailleurs alors que le lopin individuel est en principe complémentaire de leurs besoins individuels; nous examinerons plus loin ce qu'il faut en penser.

Ajoutons que les kolkhozes ne possèdent pas l'essentiel de l'équipement agricole. Celui-ci est concentré dans des stations de machines et tracteurs (MTS) qui sont sous le contrôle direct de l'État et collaborent avec les kolkhozes.

Le produit en nature de l'exploitation collective est, déduction faite de certaines réserves, partagé entre l'État et les kolkhoziens. Sous la forme de livraisons obligatoires et d'achats d'excédents, l'État paye sa part à des prix très inférieurs à ceux du marché. Quant aux kolkhoziens, ils répartissent entre eux, au prorata du travail fourni à la communauté, les sommes versées par l'État — déductions étant faites de certaines retenues pour la collectivité — et le restant du produit collectif. Ce dernier constitue le revenu en nature des travailleurs qui en consomment la majeure partie et vendent le surplus au marché libre ou marché kolkhozien.

Les livraisons à l'État (livraisons obligatoires et achats d'excédents) sont donc de nature double: un revenu parce qu'elles constituent une partie importante des ressources monétaires des kolkhoziens et une redevance car le restant de la production est consommé ou vendu à des prix élevés.

L'action des livraisons sur la production est fonction de la mise en évidence de l'un ou l'autre aspect et des conditions de production.

Si l'État a le monopole de l'utilisation de la culture comme c'est le cas pour les plantes industrielles: coton, lin, betterave à sucre, etc., le paiement des livraisons — appelées dans ce cas «contractions» — est entièrement un revenu. Le prix de monopole fixé par l'État encouragera presque automatiquement la production sous réserve que la culture soit aussi rentable que les autres. Une vérification de ce fait est apportée par le succès indéniable des cultures industrielles en Union Soviétique¹.

Si l'État et la collectivité agricole ont les mêmes facilités d'accès au marché, comme c'est le cas pour les légumes et les produits d'élevage, la livraison a nettement un caractère d'impôt.

1. Par exemple: coton brut, production en millions de quintaux: 1913: 7.4 — 1940: 27.0 — 1952: 37.7; betterave à sucre, production en millions de quintaux: 1913: 109 — 1940: 210 — 1953: 326.

Elle placerait l'activité collective en mauvaise posture pour affronter la concurrence de l'exploitation individuelle si cette dernière n'était sévèrement limitée et plus lourdement imposée. Au total, la production de ces branches est mal stimulée et son développement s'en ressent.

Entre les deux cas extrêmes signalés, une série de solutions moyennes peuvent se présenter dans lesquelles la livraison se présente comme un impôt ou comme un revenu. Le rôle de l'équipement agricole fourni par l'État est alors important, car une partie notable des livraisons est constituée par le paiement en nature des services de la machine¹.

Ces rapides considérations donnent une idée de la complexité des rapports économiques qui peuvent s'établir entre l'État et les kolkhozes. Les livraisons étant la clé des relations entre l'un et l'autre, leur mode d'application a une importance considérable.

La pratique courante était de fixer les livraisons d'une manière assez souple, proportionnellement au résultat escompté, et en tenant compte des antécédents de l'exploitation. Les kolkhozes d'avant-garde, astreints à des livraisons plus importantes, étaient de ce fait défavorisés par rapport aux kolkhozes retardataires. Sans doute, le bénéfice des premiers restait supérieurs à ceux de ces derniers, mais ils étaient tout de même mal récompensés de leurs efforts. D'autre part, l'arbitraire relatif de l'imposition introduisait un élément de marchandage et de friction entre les autorités et les kolkhozes. Enfin, les progrès accidentels n'étaient pas nécessairement bien accueillis, car ils pouvaient éventuellement provoquer une augmentation des quotas de livraison pour les années à venir et se révéler désavantageux à longue échéance.

Cette manière d'agir est actuellement formellement interdite. Les quotas de livraison seront calculés suivant la superficie du kolkhoze², compte tenu des conditions régionales de culture. Ainsi déterminées, les livraisons encourageront la production à deux titres: en tant que revenu et en tant qu'impôt fixe.

1. C'est notamment le cas pour les céréales; le plan de 1942 prévoyait sur un total de livraisons de 41 millions de tonnes, 18 millions de tonnes pour les redevances aux M.T.S. et 23 millions de tonnes en livraisons obligatoires et achats d'excédents.

2. Pour les cultures, on tient compte de la surface labourée et pour les produits d'élevage, de tous les terrains.

En effet, toutes choses étant égales, il restera aux kolkhozes un surplus agricole proportionnel aux résultats de la récolte. La rémunération des entreprises actives et la pénalisation des retardataires s'effectuera donc automatiquement.

Pourquoi le nouveau mode de rémunération, dont la simplicité et le caractère de stimulant économique sont évidents, a-t-il été si tardivement mis en œuvre? Cela tient au fait que le système antérieur a été imposé par les circonstances. Pendant la période de pénurie des premières années de l'après-guerre, l'État devait rassembler pour le rationnement la plus grande quantité de produits possible. Aussi prenait-il beaucoup à qui produisait beaucoup.

Le caractère anti-économique du procédé se révélait à mesure que la pénurie qui l'avait nécessité s'estompait. La situation d'urgence n'existait plus, mais il restait le système de normes qui avait été établi pour y parer.

Le pli était difficile à reprendre, car toute égalisation des quotas de livraison, sans accroissement des dépenses de l'État, aurait abouti à un transfert des revenus des exploitations retardataires au profit des exploitations d'avant-garde. Nous allons le montrer par l'exemple suivant:

Soit 3 kolkhozes A, B, C dont l'importance et les conditions de travail sont semblables, mais qui produisent respectivement 600, 650 et 700 unités. La consommation des membres des exploitations est supposée égale: 500 unités. Déduction faite de celle-ci, il restera des surplus de production (production marchande) inégaux qui seront partagés proportionnellement entre l'État et les kolkhoziens, à raison de deux tiers, un tiers. La production se répartira alors de la manière suivante:

	Production totale	Consommation des Kolkhozes	Production marchande	
			Livraison à l'État	Vente au marché libre
Kolkhoze A.....	600 unités	500 unités	66.5 unités	33.5 unités
“ B.....	650 “	500 “	100 “	50 “
“ C.....	700 “	500 “	133.5 “	66.5 “
Total.....	1,950 “	1,500 “	300 “	150 “

L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

En admettant que l'unité soit vendue en moyenne 1 à l'État et 5 au marché libre¹, les gains de ces kolkhozes seront:

	Vente à l'État	Vente au marché libre	Total ancienne formule
Kolkhoze A.....	66.5	167.5	234
“ B.....	100	250	350
“ C.....	133.5	332.5	466
Total.....	300	750	1,050

Suivant la nouvelle méthode d'établissement des quotas, les livraisons seront égales pour les trois exploitations et on aura:

	Production marchande	Vente à l'État	Vente au marché libre
Kolkhoze A.....	100 unités	100 unités	—
“ B.....	150 “	100 “	50 unités
“ C.....	200 “	100 “	100 “
Total.....	450 “	300 “	150 “

Les revenus de ces kolkhozes deviendraient:

	Vente à l'État	Vente au marché libre	Total	Gain (+) ou perte (-)
Kolkhoze A.....	100	—	100	-134
“ B.....	100	250	350	—
“ C.....	100	500	600	+134
Total.....	300	750	1,050	—

La réforme des normes de livraison ainsi appliquée aurait entraîné une réduction brutale des revenus d'une partie de la

1. Le rapport de ces prix est purement conventionnel mais l'ordre de grandeur de l'écart serait plutôt sous-estimé par comparaison avec le rapport réel du prix. Ainsi pour la campagne 1952-1953, antérieure aux mesures que nous allons décrire, le prix des livraisons obligatoires de la viande de porc ne représentait que 6 p.c. du prix de détail — 1.25 rouble le kg. contre 22 roubles — et le prix des achats d'excédent, 52 p.c. Comme ces derniers achats ne représentent qu'une faible proportion du total des livraisons, dans l'ensemble le kg. de porc était vendu 1 à l'État et 13 au marché. Par contre, pour le lait le rapport était de 1 à 5.— Source: *Situation Économique de l'Europe en 1953*, Nations-Unies.

population rurale, incompatible avec les promesses d'amélioration du niveau de vie. Les griefs auraient été ravivés et s'en était fait de la collaboration entre les organismes d'État et la population des campagnes. Collaboration sans laquelle les nouveaux plans pour l'agriculture auraient été nécessairement voués à l'échec.

Pour toutes ces raisons, l'égalisation des normes ne pouvait s'effectuer que si l'État augmentait le total des sommes versées à l'agriculture contre les livraisons, de manière à ne pas léser les retardataires. Dans les conditions de notre exemple, il faudrait que l'État augmente de 2.4 fois les sommes versées pour arriver à ce résultat.

	Vente à l'État	Vente au marché libre	Total	Augmentation par rapport à l'ancienne formule
Kolkhoze A	240	—	240	+ 6
“ B	240	250	490	+140
“ C	240	500	740	+274
Total.....	720	750	1,470	+420

Nous pouvons remarquer que si les versements de l'État sont augmentés pour tous, l'amélioration réelle du revenu total n'est effective que pour les kolkhozes de bonne ou moyenne productivité.

L'exemple donné représente le schéma d'une opération que les autorités soviétiques ont effectuée à la fin de 1953 à savoir: égalisation des revenus de livraisons et augmentation du prix de celles-ci. Bien entendu, dans la réalité les opérations ont été beaucoup plus complexes. Ainsi, la pratique de la fixation des livraisons proportionnellement à la production avait cours pour toutes les branches de l'agriculture et sa condamnation n'admettait pas d'exception.

Cependant, l'égalisation des normes n'a pas donné lieu à des augmentations des prix dans tous les domaines où elle s'est produite. Le prix des céréales est demeuré stable, tandis que ceux des produits d'élevage, des pommes de terre et des légumes ont effectué

un véritable bond¹. Cela tient au fait que l'inégalité des rendements est plus accentuée pour ces derniers produits et rend inévitable l'accroissement des prix. D'autre part, comme ils sont également fournis par l'exploitation privée et l'exploitation collective, l'augmentation du revenu de cette dernière améliore sa position.

Dans certains cas, on a associé à l'augmentation des prix de livraison une diminution du volume total de celles-ci. C'est là une autre manière d'obtenir une augmentation sélective des revenus. Car la diminution n'est effective que pour les exploitations les plus productives précédemment astreintes aux plus fortes livraisons. Pour les kolkhozes retardataires, l'accroissement des obligations provenant de l'égalisation des livraisons neutralise la diminution du volume total de celles-ci.

Ces opérations ont par ailleurs été fort onéreuses: elles ont coûté 23.3 milliards de roubles à l'État soviétique pour 1954, année où leur incidence s'est fait pleinement sentir. Cette somme est supérieure à celle dont a bénéficié toute la population lors de la baisse de prix de la même année, soit 20 milliards de roubles au lieu de 23.3. Comme nous l'avons montré plus haut, l'accroissement des revenus des kolkhoziens s'est effectué dans une certaine mesure aux dépens des citoyens.

Malgré son coût élevé et les inconvénients immédiats qui en ont résulté, la réforme entreprise est à tout prendre avantageuse pour l'État. Car il a réussi à établir un système efficace de livraisons tout en ralliant le suffrage des producteurs et en renforçant, pour certains produits, la position de l'exploitation collective.

Cette réforme avait été préconisée dans le premier rapport de Khrouchtchev sur l'agriculture (septembre 1953). Dans le dernier rapport (février 1955), les mêmes principes ont été réaffirmés avec force et il est précisé que l'égalité des normes à l'hectare doit s'appliquer non seulement pour les livraisons obligatoires, mais aussi pour les achats d'excédents.

4. L'attitude adoptée envers l'exploitation privée du Kolkhozien

L'exploitation privée du kolkhozien est un vestige de la propriété privée des moyens de production qui est loin d'être prisee

1. Cela est surtout vrai pour les produits d'élevage. Les prix de livraison ont augmenté de 5.5 fois pour le bétail et les volailles, de 2 fois pour le lait et le beurre, de 2.5 fois pour les pommes de terre. Les prix d'achat d'excédents ont augmenté de 30 p.c. pour la viande et de 1.5 fois pour le lait.

par un régime socialiste. La vache du kolkhozien et la vente de son lait au marché libre contiennent en germe les développements de l'économie marchande. Le régime soviétique a le plus grand désir de les supprimer sans en avoir actuellement la possibilité.

Officiellement, cette activité privée est tolérée pour compléter l'activité collective: le kolkhoze n'étant pas assez développé pour satisfaire tous les besoins de ses membres, ceux-ci sont autorisés à gérer une petite exploitation auxiliaire dont les produits serviront à diversifier et compléter leur consommation. Les dimensions de la parcelle et le nombre de têtes de bétail permises sont limitées par la loi¹.

Cette manière de présenter les choses a l'inconvénient de ne pas laisser soupçonner les problèmes inhérents à la coexistence de ces deux types d'exploitation. La parcelle complète effectivement le kolkhoze, mais de plus elle le concurrence.

La production de la parcelle complète celle du kolkhoze dans les domaines où l'exploitation collective est le moins développée, principalement dans les branches de l'élevage et des cultures légumières². Pour ces produits, le kolkhoze a pour tâche principale de ravitailler les villes et le reliquat est insuffisant pour satisfaire les besoins de ses membres. Les produits de leur enclos viennent combler cette lacune.

Notons que le faible développement de la culture collective des légumes et de l'élevage collectif n'est pas fortuit. Ces produits d'un coût relativement élevé ne devaient bénéficier que tardivement du soutien de l'État occupé à résoudre des tâches plus urgentes.

1. Le statut de l'artel agricole donne les précisions suivantes: Chaque foyer kolkhozien se verra attribuer $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{2}$ hectare de la terre collective qu'il pourra cultiver pour ses besoins privés. Dans certaines régions, la parcelle pourra atteindre jusqu'à 1 hectare.

Le cheptel que peut posséder en toute propriété le foyer est de même strictement limité, ainsi: dans les régions de culture de céréales, de coton, de betterave, de lin, de chanvre, de pommes de terre et légumes, de thé et tabac, il peut posséder: 1 vache, 2 veaux, 1 truie avec ses petits — ou deux, si la direction du kolkhoze le juge nécessaire — 10 moutons et chèvres, de la volaille sans limitation, 20 ruches.

Les attributions de cheptel augmentent avec l'importance économique de l'élevage pour la région. Ainsi, dans les régions où l'élevage a un rôle beaucoup plus important que l'agriculture et se présente sous des formes sédentaires ou à demi-nomades, le foyer peut posséder: 4 à 5 vaches, des veaux, 30 à 40 moutons et chèvres, un cheval ou une jument de Kommys ou 2 chameaux ou 2 ânes ou 2 mules, mêmes indications pour la volaille et les ruches.

Cf.: *Manuel d'Économie politique*, Moscou 1954, p. 360.

2. Ainsi, le plan de livraisons obligatoires de pommes de terre pour 1953 prévoyait 2,090 mille tonnes pour les foyers kolkhoziens et 2,685 mille tonnes pour les kolkhozes. — Source: *Izvestia*, 29.9.53.

De plus, ce sont des domaines où les avantages techniques de l'exploitation collective sont les moins évidents. Dans l'état actuel de son extension, la mécanisation de l'élevage, des cultures légumières, n'apporte pas d'avantage décisif sur les soins fournis personnellement par le cultivateur à son bétail ou à son carré de légumes.

La parcelle procure donc une contribution utile à l'économie nationale en relayant l'exploitation collective dans les domaines où celle-ci est le moins efficace.

L'apport de la parcelle à l'économie du pays est donc appréciable, mais il ne va pas sans inconvénients car la production du lopin n'est pas seulement consommée par son possesseur, elle est aussi vendue au marché libre.

Un premier inconvénient tient à la concurrence que ce marché libre fait au marché officiel. En temps normal, ses effets restent faibles, mais ils peuvent devenir sérieux lorsque l'approvisionnement de la population laisse à désirer. Dans un proche avenir, si l'État ne réussissait pas à accroître les arrivages de légumes et de viande sur le marché officiel, les prix libres monteraient.

Par contre, des difficultés constantes sont suscitées par la tendance du cultivateur à s'occuper de sa parcelle plutôt que de contribuer au travail collectif. Les prix du marché libre étant beaucoup plus élevés que ceux que paie l'État, l'effort individuel est mieux payé que l'effort collectif et la réaction du travailleur s'explique fort bien.

Mais l'importance de cette concurrence des activités privées et collectives ne doit pas être exagérée car elle ne peut se manifester que de manière limitée. Une famille ne saurait consacrer toute son année à cultiver un hectare de légumes, élever une vache, quelques porcs et de la volaille. Elle a tout intérêt à participer à la majorité des travaux des champs dont ceux de la récolte. Toutefois, de nombreuses occasions peuvent se présenter où le cultivateur préférera probablement s'occuper de sa parcelle plutôt que prendre part aux travaux en commun. Si on le laissait faire, l'organisation de la production collective serait beaucoup plus difficile à réaliser.

Étant donné la situation, la tâche des autorités est délicate: elles doivent limiter la production de la parcelle pour ne pas

désorganiser la collectivité agricole, mais elles ne doivent pas la décourager sous peine de causer des pertes à l'économie du pays. Comme un tel équilibre est impossible à réaliser, en pratique, la politique du gouvernement alternera entre le libéralisme et le contrôle. Des mouvements dans les deux sens se sont effectivement produits depuis la guerre.

Pendant les hostilités et au lendemain de celles-ci, toute production agricole était la bienvenue et les agriculteurs ont eu une grande liberté d'action.

Dans les années qui suivirent, la réaction se produisit, l'accent fut mis sur le travail collectif et l'activité de la parcelle fut limitée. Le taux de l'impôt sur la parcelle croissait avec la production de manière à la décourager à partir d'un certain plafond, et la pression administrative et les monopoles de l'État furent utilisés contre l'exploitation privée du kolkhozien. Il n'est pas possible d'en mesurer exactement les effets, mais la bonne ou mauvaise volonté de l'administration ne doit pas manquer d'être lourde de conséquences ainsi qu'en témoigne la phrase énergique du Secrétaire Général: «Il faut, parallèlement au développement de l'élevage collectif, que les services agricoles, les organes du parti des soviets en finissent une fois pour toute avec la pratique erronée consistant à étrangler les intérêts des kolkhoziens en ce qui concerne le bétail qui leur appartient en propre»¹.

En agissant de la sorte, on espérait canaliser l'activité des ruraux vers le kolkhoze. Les résultats n'ont pas répondu à cette attente; la production de l'enclos a été effectivement découragée et notamment le cheptel privé a diminué, mais l'exploitation commune n'a été nullement renforcée par l'affaiblissement de son concurrent. Au total, l'opération s'est soldée par des pertes pour l'économie du pays.

L'échec de cette politique a des conséquences d'autant plus fâcheuses que les produits de l'économie privée du kolkhozien sont très demandés.

La situation actuelle rend nécessaire une attitude libérale, car il serait inopportun de limiter les approvisionnements du marché libre. Cela aurait pour effet de faire monter ses prix et l'économie privée serait renforcée, par simple effet spéculatif.

1. Rapport Khrouchtchev du 3 septembre 1953.

Dans ces conditions, autant obtenir une production accrue comme contrepartie de son renforcement.

Diverses mesures ont été prises pour favoriser le développement de la parcelle: facilité de transport pour l'écoulement des produits, facilité de vente auprès des organismes officiels, tolérance administrative, diminution des quotas de livraison et enfin — et surtout — modification et réduction de l'impôt¹.

Les facilités accordées à la parcelle ne signifient nullement que l'on néglige la collectivité agricole; bien au contraire, elles rendent nécessaire le renforcement de l'élevage collectif et des cultures de légumes dans les kolkhozes. D'importants atouts ont été mis du côté du kolkhoze: les prix de livraison ont été fortement élevés, la mécanisation est activement poussée, et une pénalité fiscale oblige les familles kolkhoziennes à fournir un minimum de journée de travail à la collectivité de manière à prévenir une désorganisation éventuelle du travail en commun.

Ces mesures raffermissent la position de l'économie collective et doivent provoquer une évolution des rapports entre l'exploitation privée et l'exploitation collective. L'importance de l'une et l'autre sera plus conforme à leur capacité de se concurrencer. Les limites de la parcelle proviendront moins des définitions légales et des pressions administratives que de la suprématie économique de toutes les branches de l'économie collective.

Sans aller trop loin, on peut avancer que c'est dans la mesure où l'état soviétique a l'intention de développer les branches retardataires de l'économie collective, qu'il peut se permettre d'encourager la production de la parcelle. L'appoint de cette dernière étant utile dans les circonstances actuelles, l'État lui laisse prendre une avance que l'économie collective est sûre de rattraper dans la course de longue haleine qu'elle se prépare à fournir.

En effet, il semble bien que les tendances de l'évolution amèneront petit à petit les kolkhoziens à délaisser leur parcelle. D'une part, parce que dans l'avenir les branches retardataires du kolkhoze doivent être de plus en plus fortement mécanisées et cela rendra le travail collectif beaucoup plus productif que le travail indi-

1. Les foyers kolkhoziens devront payer un impôt fixe sur leur parcelle. Le total de l'imposition a été réduit et les prévisions de recettes pour 1954 sont de 4.2 milliards de roubles, en diminution de 8.2 milliards de roubles sur 1952.

viduel. D'autre part, parce que l'écart entre les prix du marché et les prix de livraison tendent à se réduire du fait de la baisse régulière des premières et de la stabilité des seconds. Il n'est d'ailleurs pas exclu que dans quelques années, les prix de livraison soient encore relevés.

La conjugaison de ces tendances permettra aux avantages du travail collectif de contrebalancer l'écart entre les prix payés par l'État et les prix du marché¹. Et les kolkhoziens préféreront alors travailler pour le kolkhoze plutôt que pour leur parcelle.

Les conditions économiques de l'extinction graduelle du vestige d'activité «capitaliste» que manifeste le kolkhozien existent donc et seront graduellement renforcées.

Nous concluons ces remarques en précisant que le comportement actuel des autorités vis-à-vis de la parcelle est un exemple d'un problème général que doivent résoudre les sociétés socialistes. Celles-ci ont un choix à effectuer vis-à-vis des entreprises privées subsistantes: doivent-elles les détruire ou les laisser se développer?

Dans le premier cas, l'économie subira des pertes sérieuses mais dans le deuxième, on risque d'accroître les difficultés de l'avenir en laissant se renforcer des formes d'économies antagonistes.

La solution adoptée varie suivant les cas d'espèce. À l'époque du passage de l'industrie privée à l'industrie nationalisée, Staline avait tranché la question de la manière suivante:

«Ce qui différencie la société soviétique de toute autre société, c'est qu'elle est intéressée non point à un accroissement quel qu'il soit de la productivité du travail, mais à un accroissement qui fasse prévaloir les formes socialistes d'économie sur toutes les autres formes et avant tout sur les formes capitalistes et qui de cette manière, soit pour nous une garantie de la défaite et de l'éviction des formes capitalistes d'économie.»

1. Le cultivateur préférera travailler pour le kolkhoze et délaissera son lopin quand la rémunération d'un même temps de travail sera supérieure à celle qu'il obtient dans son lopin. La formule suivante précise ces conditions: soit A , le produit obtenu pour une journée de travail au kolkhoze, payée au prix p ; soit a , le produit obtenu pour le même temps de travail au lopin vendu au prix P .

Le travail au kolkhoze sera avantageux quand:

$$Ap > aP$$

$$\text{soit } \frac{A}{a} > \frac{P}{p}$$

c'est-à-dire lorsque le rapport des productivités du travail collectif au travail individuel sera supérieur au rapport du prix de vente au prix de livraison.

Cette formule précise que l'évolution est favorisée par les progrès de la productivité du travail collectif et par la hausse des prix de livraison et la baisse des prix du marché.

L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

Les facilités accordées à l'économie individuelle du kolkhozien semblent indiquer un choix opposé. Mais les conditions sont autres et les dirigeants soviétiques n'hésitent actuellement pas à renforcer une forme d'économie, en principe condamnée, pour obtenir un surplus de production nécessaire.

Claude BONNARD,
*Institut National d'Études
Démographiques (Paris).*